

TGV à Royan : les élus tous d'accord sur le principe

A LA UNEROYAN

Publié le 25/04/2018 à 3h45. Mis à jour à 10h56 par Stéphane Durand.



Après de multiples rebondissements, Dominique Bussereau a remis le TGV sur les rails
ARCHIVES T. K.

PREMIUM

Une réunion de travail était organisée lundi autour de Dominique Bussereau. Les élus de Charente-Maritime concernés sont d'accord pour mettre la main à la poche.

Et si un pas important venait d'être franchi, lundi matin, dans l'espoir de voir un jour un TGV arriver en gare de Royan depuis Paris sans rupture de charge ? Le président du Conseil départemental Dominique Bussereau a réuni autour de lui, à Saint-Georges-de-Didonne, les élus concernés par ce dossier en Charente-Maritime pour une réunion de travail. Un consensus semble se dégager sur la nécessité de bénéficier d'une liaison rapide Paris-Royan au moins pendant la période estivale.

Même la position du président de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique, Jean-Pierre Tallieu, d'abord réfractaire à mettre la main à la poche, a évolué.

Techniquement, le passage d'un TGV ne posera pas de problème. Reste à savoir quand. Le tronçon de modernisation de la ligne Royan-Saintes, d'un coût de 34,9 millions d'euros, est terminé mais SNCF Réseau a pris du retard dans la modernisation de la ligne entre Angoulême et Saintes.

Plusieurs options

Suite à ces travaux, il faudra électrifier la ligne Angoulême-Cognac-Saintes-Royan pour permettre le passage d'un TGV. Le financement de ce chantier fait partie du contrat de plan Etat-Région pour 120 millions d'euros, sachant que SNCF Réseau a déjà annoncé une dérive du coût des travaux à plus de 160 millions d'euros. Le Département de la Charente-Maritime s'est engagé à y contribuer à hauteur de 31 millions d'euros et celui de la Charente à 16 millions d'euros.

Une fois l'électrification réalisée, pas avant quatre ou cinq ans avec un délai qui n'a cessé de s'allonger, les collectivités devront accepter de combler le déficit d'exploitation d'une ligne TGV Paris-Royan. Dans un récent courrier, le président de la région Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset rappelait que ce déficit était évalué à 14 millions d'euros par an. Après, tout dépend de ce qu'on met dans la corbeille de la mariée. Il paraît évident que les collectivités ne réclameront pas un TGV par jour toute l'année. C'est aussi ce qui est ressorti de la réunion de lundi.

« Nous sommes aujourd'hui tous d'accord sur l'idée. Maintenant, reste à savoir ce qui est souhaitable pour le territoire. Le coût évoluera en fonction de ce qu'on demande », indique Jean-Pierre Tallieu plutôt favorable à une liaison en période estivale. Lui qui était échaudé par le dossier LGV (Ligne à grande vitesse) est désormais convaincu de l'utilité de cette liaison « pour le développement touristique et économique. » Rappelons que la Communauté d'agglomération Royan Atlantique avait participé au financement de la LGV avec la promesse de retombées que l'on a du mal, aujourd'hui, à identifier. Le président de la Cara a eu l'impression, dans l'histoire, de s'être fait un peu berner. D'où sa réticence initiale à remettre un kopeck dans le rail.

« Pas un TGV tous les jours »

Le maire de Royan Patrick Marengo, lui aussi présent à la réunion, se félicite de cette évolution. « Ça fait plaisir. Je suis ravi que l'on soit désormais sur la même longueur d'onde. On ne peut pas faire l'économie de cette dépense. On va devoir

partager le fardeau financier pour la bonne cause et pour l'attractivité du territoire. Il faudra qu'on se mette tous d'accord sur ce qu'on veut. On ne pourra pas avoir un TGV tous les jours de l'année. » L'exemple de la desserte des Sables-d'Olonne a été évoqué.

L'élus royannais souhaite en tout cas avancer rapidement sur ce dossier. « On a la chance d'avoir Dominique Bussereau à la baguette. Celui-ci nous a confirmé lundi qu'il ne se représentera pas. Il faut donc que tout soit bordé avant qu'il quitte ses fonctions de président du Département en 2021 », insiste-t-il. Sur le principe, tout le monde semble partant du côté maritime.

Le président de la Communauté d'agglomération de Saintes, Jean-Claude Classique, également assis autour de la table, a donné son accord pour une participation. « Nous n'avons pas encore de chiffrage précis. Ce pourrait être un déficit d'exploitation d'un à deux millions d'euros par an. Tout dépendra, effectivement, des options choisies », indique-t-il en précisant que l'actualité reste, en ce moment, l'amélioration de la ligne Saintes-Bordeaux. « On met maintenant une heure et demie pour aller à Bordeaux. Ça devient compliqué », souligne l'élus.

Le maire de Saintes Jean-Philippe Machon est, lui aussi, partisan de cette idée de TGV. « Sur une même ligne, vous aurez trois étapes avec le cognac, la romanité à Saintes et les plages à Royan. Ce qui fait, en somme, les trois grandes richesses de la Saintonge au sens large », explique-t-il en pariant sur un véritable attrait sans oublier l'axe Saintes-Bordeaux qui est « absolument essentiel pour le désenclavement du territoire et qui mérite des travaux de modernisation. »

Dominique Bussereau, qui a écouté tout le monde, va maintenant devoir reprendre son bâton de pèlerin pour aller convaincre les élus charentais et notamment cognaçais.